



Revue

HISTOIRE(S) de l'Amérique latine

Vol. 4 (2010) - L'Équatorianité en question(s)

*La géographie physique et ses dynamiques dans la
construction nationale équatorienne*

Alexis SIERRA

www.hisal.org | 04-2010

URI: <http://www.hisal.org/revue/article/Sierra2010-1>

La géographie physique et ses dynamiques dans la construction nationale équatorienne

Alexis Sierra*

Les Etats-nations ont eu besoin de représenter et de donner à voir le territoire sur lequel ils se construisaient. De la diffusion systématique de cartes indiquant le tracé des frontières (la carte murale scolaire en est un bon exemple) à l'élaboration de logotypes (tel l'hexagone français), la géographie a été abondamment utilisée pour faciliter l'adhésion à une nation. Donner à voir les paysages nationaux, les faire vivre à travers des ouvrages littéraires et iconographiques, souvent à visée pédagogique, a été un instrument des nationalismes¹. La géographie physique en particulier a fourni des représentations du territoire légitimant les constructions nationales par la mention d'héritages naturels. Les gouvernements, en particulier impérialistes, ont cherché à « naturaliser » les frontières pour justifier l'extension du territoire national ou la revendication sur telle ou telle portion d'un territoire voisin. Les Etats ont cherché à adosser leur frontière à des éléments hydro-topographiques incontestables². Le protocole de Rio de 1942, en fixant la frontière entre le Pérou et l'Equateur en fonction des limites de bassin versant montre cette tentative tout comme ses limites.

Des géographes, comme Yves Lacoste, ont ainsi montré que la géographie physique donnait des clés de lecture à l'analyse géopolitique. Cette dernière s'attache en particulier à « l'analyse des rivalités de pouvoir pour des territoires » et fait appel à l'étude des « représentations contradictoires qu'en ont les protagonistes », en particulier les représentations socio-spatiales de la nation dont la territorialité est un objet central

* Université de Cergy-Pontoise-IUFM, UMR 8586 – Prodig.

¹ Eric J. HOBSBAWN, *Nations et nationalismes depuis 1870 : programmes, mythes, réalités*, Paris, Gallimard, 1992 ; Patrick CABANEL, *La fabrique des nations : figures de l'Etat-nation dans l'Europe du XIXème siècle*, Paris, Ed. de Paris, 2003 ; François WALTER, *Les figures paysagères de la nation, territoire et paysage en Europe (16ème-20ème siècles)*, Paris, EHESS, 2004.

² Michel FOUCHER, *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991.

de la géopolitique³. La géopolitique renvoie également à un ensemble de discours qui associent l'appropriation du territoire, une idéologie nationaliste et les instruments du pouvoir⁴ ce qui inclut la connaissance des territoires et la diffusion de leur représentation. La construction nationale équatorienne est ainsi, parmi d'autres, un exemple de construction géopolitique dans laquelle la géographie physique, c'est-à-dire l'étude et la représentation spatiale des données topographiques, hydrologiques, climatiques, biologiques, a été fortement utilisée pour se légitimer. Si cette utilisation nationaliste de la géographie physique est commune à la plupart des Etats-nations, l'Equateur se distingue par un paradoxe : la diversité des paysages et des milieux « naturels » est à la fois source d'identité commune et obstacle à la représentation d'une unité nationale. Les pouvoirs locaux et régionaux ont utilisé les partitions de la géographie physique pour légitimer des différences. Face à la diversité géographique, les garants de l'unité nationale ont à l'inverse cherché à montrer que la diversité produisait une identité particulière pour l'ensemble des Equatoriens. C'est cet ensemble de représentations que nous allons interroger dans leur relation à l'identité nationale équatorienne.

Des partitions « naturelles » méridiennes à surmonter

Avec 270.000 km², L'Equateur est un petit pays à l'échelle de l'ensemble sud-américain. La géographie du pays véhicule néanmoins une tripartition méridienne en trois ensembles particulièrement distincts : la *Costa* littorale (à laquelle on peut adjoindre l'archipel des Galapagos), la *Sierra* andine et *El Oriente* amazonien (figure 1a).

³ Yves LACOSTE, *Dictionnaire géopolitique des Etats*, Paris, Flammarion, 1997, pp. 1-2 ; Yves LACOSTE, *De la géopolitique aux paysages, dictionnaire de géographie*, Paris, Colin, 2003, pp. 192-193.

⁴ Entrée « Géopolitique » par John AGNEW et Denis RÉTAILLÉ, in Jacques LÉVY et Michel LUSSAULT, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, pp. 408-411.

Figure 1a : Provinces et villes équatoriennes des trois régions "naturelles"

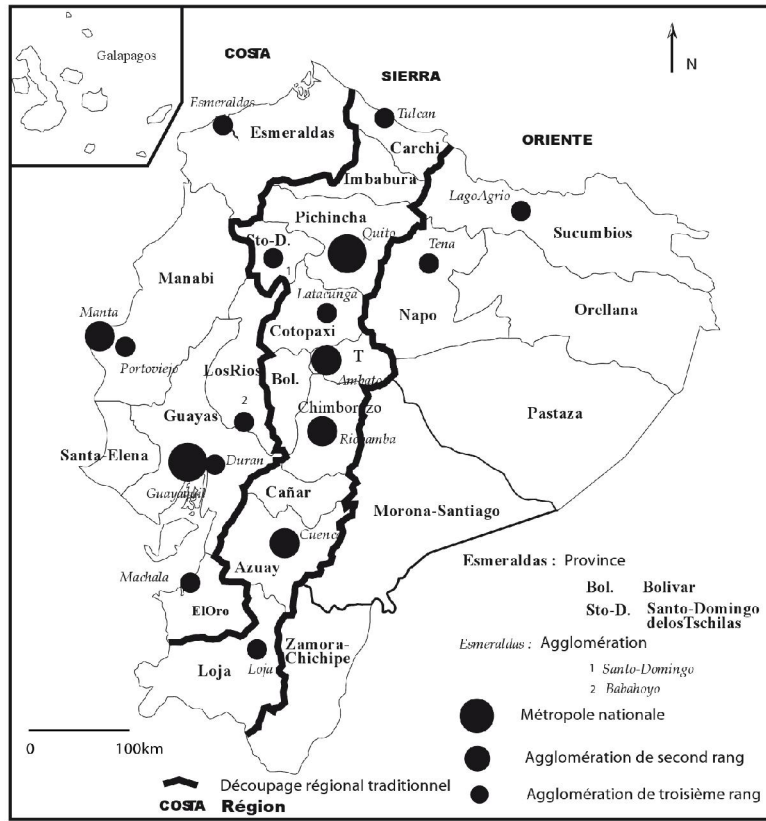
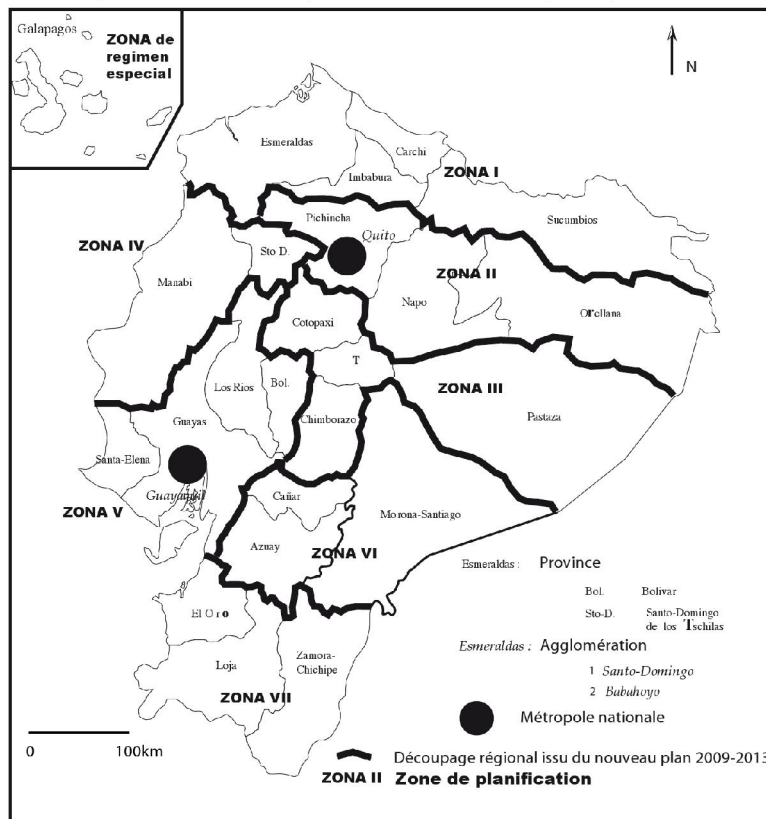


Figure 1b : Provinces et villes équatoriennes dans les nouvelles régions de planification



Ce paradigme géographique marque aussi bien les cartes officielles que les manuels scolaires et les guides touristiques. Il est l'héritier d'une lecture ancienne et dichotomique du territoire qui, à l'indépendance, opposait plus volontiers les régions andines, volcaniques et froides, aux régions côtières, humides et chaudes. Si cette représentation binaire avait pour elle la légitimité des données topographiques, climatiques et biogéographiques, elle recouvrait plus sûrement une double polarité entre deux foyers de peuplement et de commandement, celle en partie construite à partir de la diarchie Quito-Guayaquil⁵. La tension entre ces deux foyers a marqué tout le processus d'Indépendance et l'histoire de la construction nationale. Les basses terres orientales ont quant à elles longtemps été une marge coloniale puis nationale, territoire de communautés indigènes isolées et terre d'exploration jusqu'au milieu du XX^e siècle. L'Amazonie équatorienne fut ainsi facilement tronquée à la suite des traités successifs de 1904 (avec le Brésil), de 1916 (avec la Colombie) et surtout de 1942 avec le Pérou. L'antagonisme avec ce dernier voisin et la contestation du Protocole de Rio de 1942 a accusé la revendication d'une appartenance amazonienne de la nation. L'affirmation « l'Equateur fut, est et sera un pays amazonien » gravé sur une des façades de la place d'armes de Quito en témoigne. Avec le développement de fronts pionniers et l'exploitation pétrolière, cette partie orientale a progressivement constitué une nouvelle région géographique méridienne. Bien que ne représentant aujourd'hui encore que 4 % de la population nationale, cette région est la source d'enjeux économiques, sociaux et symboliques majeurs qui forgent une identité régionale particulière rendu « évidente » par l'existence d'un paysage, de ressources, d'un milieu « naturels » la légitimant. Bassin pétrolifère, vitrine de l'écotourisme, foyer de l'indigénisme, région frontalière fortement encadré par l'armée, *El Oriente* est autant un milieu au sens géographique qu'un ensemble géopolitique national reconnu. L'analyse des dernières élections générales montre même que *L'Oriente* forme une région politique singulière, avec un vote élevé en faveur de Lucio Gutierrez et de son parti. Il s'agit donc d'un foyer potentiel d'opposition au gouvernement de Rafael Correa⁶. Aussi, la difficulté pour les tenants d'une équatorianité a été et reste-t-elle aujourd'hui de donner à voir un territoire qui, bien que divers, appartient à un même ensemble national. C'est en ce sens qu'on peut comprendre la régionalisation inscrite dans la nouvelle constitution de 2008. Elle se traduit notamment dans le plan 2009-2013⁷ par un découpage qui remet en cause le découpage méridien naturaliste : sept zones de planification et de déconcentration administrative sont créées, prélude éventuel aux futures régions (figure 1b). Elles

⁵ Voir la thèse de Jean-Paul DELER, *Genèse de l'espace équatorien : essai sur le territoire et la formation de l'Etat national*, ADPF, Paris, 1981, qui, à travers l'analyse des dimensions démographiques et économiques, montre la mise en place d'une bicéphalie métropolitaine et d'une « diarchie » entre la capitale politique Quito et la métropole économique Guayaquil.

⁶ Alexis Sierra, « La géopolitique interne de l'Equateur après la « révolution citoyenne » », *EchoGéo, Sur le vif 2010*, 2010, mis en ligne le 01 février 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/index11662.html>.

⁷ Plan Nacional Para el Buen Vivir, 2009-2013 élaboré par le ministère du Plan et du Développement (SENPLADES).

regroupent des provinces appartenant à des milieux géographiques différents. Les zones 2, 3, 6, et 7 regroupent ainsi des provinces de la *Sierra* avec des provinces de *El Oriente*. La *Costa* est divisée sur trois zones. La zone 1 et 7 offrent la transversalité la plus grande, des rives du Pacifique à la forêt amazonienne. La zone 1 par exemple, regroupe la province littorale de *Esmeraldas*, les provinces andines de *Imbabura* et *Carchi* et la province amazonienne de *Sucumbios*. Ainsi, ces régions administratives issues du nouveau régime sont-elles globalement d'orientation latitudinale, comme un écho à la ligne équinoxiale, trait géographique utilisé depuis la constitution de la nation pour rassembler ce qui semblait être « naturellement » distinct.

En effet, si la géographie physique a légitimé une régionalisation bi- ou tri-partite, elle a également fourni des représentations légitimant l'idée d'un destin commun. Pour cela, il a fallu initialement trouver des liens « naturels » entre la Sierra et la Costa. Deux identifiants de l'Etat-nation, le nom et l'écusson, exploitent la géographie physique à cette fin. Contrairement à de nombreux voisins latino-américains (la Colombie, le Venezuela, le Pérou, la Bolivie), l'Equateur ne porte pas un nom chargé d'histoire. A l'indépendance, il était impossible d'adopter le nom de la province coloniale (Audiencia de Quito) car il fallait non seulement rompre avec l'ordre politique ancien mais aussi ménager les acteurs de Guayaquil tournés vers le large et vers le Pérou. La position géographique sur le globe était suffisamment exceptionnelle pour que la ligne équinoxiale serve d'identifiant commun (comme ce fut le cas plus tard pour la Guinée espagnole). Historiquement, les « Andes équinoxiales » étaient un terme utilisé au XVIIIème siècle. Le terme « Equateur » pour désigner le territoire de la Audiencia de Quito est relevé dans le rapport que Charles-Marie de la Condamine envoie en 1751 à Louis XV et Simon Bolivar l'utilise dans sa prestation de serment comme président de la Colombie en 1819⁸. Nous soulignerons cependant que l'utilisation du nom *Ecuador* à l'indépendance était indirectement lié à Quito puisque durant la souveraineté de la Gran Colombia (1822 - 1830), le *departamento del Ecuador* ne désignait pas le territoire de l'ancienne Audiencia real mais celui des provinces du Pichincha, Imbabura y Chimborazo. Il n'en reste pas moins que la ligne de partage des hémisphères avait l'avantage de concerner aussi bien les *Costeños* que les *Serranos*. Même si l'équateur passe très au nord du pays et à proximité de Quito, il offrait un trait d'union transversal qui relève de la géographie physique la plus rationnelle qui soit : l'équateur est une ligne imaginaire issue d'un calcul et non une donnée de terrain issue de l'observation. Elle apparaît ainsi comme un donné à la fois naturel et incontestable. A posteriori, elle a également eu l'avantage de traverser le nord de El Oriente et l'archipel des Galapagos ce que ne manquent pas de souligner manuels de géographie et guides touristiques. Ces derniers n'oublient d'ailleurs pas de mentionner dans les circuits, la Mitad del Mundo, le monument consacré à la ligne équinoxiale au nord de Quito. Ce symbole

⁸ Francisco TERRAN, *Geografía del Ecuador*, Quito, Libresa, 1994, p. 11-12.

d'équatorianité selon Francisco Terran⁹, fut initialement construit en 1936-37 dans une période d'interrogation de l'identité nationale. Il donne une dimension concrète à une ligne issue de calculs toute comme il consacre le choix de l'Equateur dans l'établissement des calculs géodésiques opérés par la mission française de La Condamine.

Parmi les symboles nationaux, l'écusson équatorien donne à voir d'autres repères géographiques pour les mettre en scène dans une communauté de destin (figure 2).

Figure 2 : l'écusson équatorien et la mise en relation des Andes avec le littoral



Sous un rayonnement solaire zénithal commun et sous la protection du condor, puissant rapace andin, le volcan englacé Chimborazo, point culminant du pays (6.267 m.), est la source du fleuve Guayas, qui baigne la plaine côtière et Guayaquil avant de se jeter dans l'océan. Les couleurs jaune et bleu du drapeau symbolisent également l'unité des diverses régions : le bleu évoque à la fois le ciel pur des hauteurs et l'océan Pacifique ; le jaune, à la fois la richesse du sous-sol exploité dans les Andes et la richesse agricole, cette dernière étant avant tout le fait des plaines agro-exportatrices du littoral. Cette représentation de la nature équatorienne sert aussi bien une différenciation

⁹ *Ibidem*, p. 5. Son ouvrage s'ouvre sur la photo de ce monument qui en décore également la couverture.

de la nation que son unité, une source de fierté comme un facteur d'interdépendance entre les espaces qui la composent.

C'est précisément le désir de susciter une fierté nationale qui a conduit à exploiter les données de la géographie physique. L'équateur place le pays à la « mitad del mundo », à la fois la moitié et le centre du monde. Le populiste Abdalá Bucaram avait ainsi commencé son discours d'investiture par ces termes : « Savez-vous où vous êtes ? Au centre du monde ! »¹⁰. Flattant l'orgueil national, il puise alors abondamment dans l'histoire naturelle pour mettre en scène un pays naturellement riche et convoité. Son discours rappelle la venue des grands naturalistes qui ont marqué les sciences : les membres de l'expédition de Charles-Marie de la Condamine, Alexander von Humboldt, Charles Darwin. Il s'inscrit en cela dans une logique ancienne d'exaltation de ces aventuriers qui ont choisi l'Equateur pour sa position et ses richesses naturelles et qui en ont ramené des récits et des théories mondialement connues. C'est dans les Andes que Humboldt élabore son modèle d'étagement de la végétation et sur le littoral qu'il met en évidence un courant marin froid qui porte depuis son nom¹¹. C'est dans l'archipel des Galapagos, que Darwin commence à forger sa théorie de l'évolution. Ajoutons à ces derniers la figure de Edward Whymper, célèbre alpiniste européen, qui escalade le Chimborazo en 1880 et en ramène un récit fascinant¹². La toponymie urbaine, la philatélie nationale, les rétrospectives rappellent que ces figures étrangères ont nourri l'imaginaire national. Les récits de voyage et les descriptions des naturalistes ont fourni un terreau favorable à la popularisation contemporaine des espaces latino-américains.

L'exemple le plus frappant de cette identité contemporaine équatorienne est fourni par l'activité touristique, source de représentations largement diffusées. Pour se distinguer du Pérou voisin qui offre aux visiteurs ses sites précolombiens, les acteurs du tourisme équatorien ont misé avec succès sur l'écotourisme. Sans sous-estimer la valeur de l'architecture et de l'art colonial, c'est essentiellement à travers les îles Galápagos, l'andinisme des volcans et la forêt amazonienne que l'Equateur se vend au tourisme international¹³. Le développement des activités touristiques a favorisé la diffusion des représentations de la nature qui ne sont pas sans évoquer les explorations d'antan, en les actualisant et en les adaptant aux exigences du tourisme international. Les sites web officiels vantent ainsi un « patrimoine naturel » exceptionnel et des sites reconnus pour leur grande biodiversité. Le chemin des Incas, sans doute trop connoté d'un empire envahisseur qui n'occupa le territoire actuel qu'une soixantaine d'années, a laissé la

¹⁰ Discours d'investiture devant le Congrès, 10 août 1996.

¹¹ Le courant de Humboldt est un *upwelling* (remontée d'eau) alimenté par les eaux froides provenant de l'antarctique. Son retrait est un des symptômes du phénomène El Niño.

¹² Edward WHYMPER, *Travels amongst the Great Andes of Ecuador*, London, John Murray, 1892.

¹³ Nathalie RAYMOND, *De Machu Picchu a Fujimori. Les pays andins observés à travers leurs tourisms. Le cas plus particulier du Pérou (1960-1996)*, Thèse de doctorat, Université de Paris VII – Denis Diderot, Paris, 1999.

place à « l'avenue des Volcans » de Alexandre de Humboldt, aujourd'hui vulgarisée par les photographies de Jorge Anhalzer et les naïves peintures *tiguas*.

Si la construction d'une unité nationale exploite les données structurelles de la géographie physique, elle utilise également, et sans doute plus fortement aujourd'hui, les dynamiques naturelles afin de montrer l'existence de risques communs et donc d'une communauté de destin.

Quand le risque d'origine naturelle gomme les distinctions régionales : un territoire national marqué par une concentration d'aléas et de vulnérabilités

Pour exister, la nation s'est nourrie de l'opposition à un autre, généralement un voisin duquel il fallait se démarquer. Le Pérou a notamment fourni depuis 1940 la menace contre laquelle forger l'unité nationale. Le dernier affrontement date de 1994-95. Cependant, à partir de 1996, cette menace s'est progressivement estompée avec la mise en place d'un processus de paix. En 1999, la paix entre les deux pays a été signée. Dès lors, il n'y a plus de menace militaire extérieure évidente. En revanche, ce processus de paix s'est effectué dans un contexte multirisque : risque climatique, risque volcanique et surtout risque politique et financier.

En effet, entre 1997 et 2000, le pays semblait emporté dans une incroyable tourmente et plongé dans un enchevêtrement de crises qui révèlent les facteurs de vulnérabilité du pays : séisme dans le Manabi, événements consécutifs au phénomène ENSO¹⁴ (précipitations diluviennes, inondations, glissements de terrains), éruptions volcaniques, se sont conjugués avec l'instabilité politique et la crise financière.

L'Equateur se caractérise en effet par l'existence d'un large éventail d'aléas naturels qui ont notablement focalisé l'attention des chercheurs en sciences de la Terre : fortes anomalies liées aux oscillations ENSO, séismes, éruptions volcaniques, raz-de-marée, mouvements de masse, crues et inondations.

A l'échelle nationale, l'Equateur apparaît comme globalement touché par ces menaces. En fait, c'est la *Costa* qui connaît les événements les plus intenses. Seule l'activité volcanique ne l'affecte pas directement. Cette région est également la plus vulnérable face aux événements naturels, l'ampleur des dégâts et le nombre des victimes y étant plus élevés qu'ailleurs. Les conséquences d'une crise ont rapidement des répercussions sur le reste du pays, en particulier du fait des enjeux économiques.

L'activité économique montre en effet l'existence de certains facteurs de vulnérabilité caractéristiques de l'Equateur. Les revenus de la nation dépendent d'un nombre étroit de productions. 40% des ressources de l'Etat et jusqu'à 70% des revenus de l'exportation proviennent d'un seul produit, le pétrole. La géographie des

¹⁴ ENSO : El Niño Southern Oscillation communément appelé El Niño.

infrastructures renforce cette vulnérabilité : un double oléoduc mène le brut de Lago Agrio en Amazonie au port d'Esmeraldas où se trouve l'essentiel de la capacité de raffinage. Cela explique qu'un séisme au nord du pays puisse faire chuter brutalement le PIB, comme ce fut le cas en 1987. L'approvisionnement électrique dépend encore d'une source territorialement définie : les deux-tiers de la production électrique proviennent du système de barrage de la rivière Paute au Sud du pays. Les coulées boueuses qui ont affecté un des barrages en 1993 ont ainsi obligé à interrompre momentanément la production. Ainsi, un séisme peut tarir 40% des revenus de l'Etat et un seul glissement supprimer la majeure partie de l'approvisionnement électrique.

Malgré une diversification de ses productions, l'économie équatorienne est très extravertie. Outre le pétrole, et à l'exclusion des transferts des émigrés, les recettes en devise dépendent de l'exportation de produits agricoles (banane, café) et halieutiques (pêche, élevage de crevettes). Or tous ces produits sont à la fois sensibles aux évolutions des prix internationaux et aux aléas climatiques. Ainsi, le phénomène El Niño a provoqué des pertes et des changements de production induits par un enchaînement d'aléas naturels : le réchauffement des eaux provoquant les pluies diluviennes elles-mêmes entraînant des inondations et des glissements de terrains.

Ainsi, du fait de l'existence de ces aléas naturels et de nombreux facteurs de vulnérabilité, l'Equateur connaît un risque élevé. Leur conjonction contribue alors à forger un destin commun à une population que la distinction régionale semblait maintenir divisée.

De ce fait, les Equatoriens eux-mêmes se représentent comme un pays à risque majeur, un pays vulnérable à toutes les menaces jugées extérieures. Ils peuvent également servir à construire et à renforcer une représentation péjorative de la nation en situation de crise (figure 3).

Figure 3 : la représentation d'un pays à risque



- A ver hijo... ¿qué te gustaría para mañana?

En titre : "cruel destin"

La mort parlant à l'Équatorien : "voyons, mon enfant... que voudrais-tu avoir pour demain ?"

Sur le rouleau de papier : "crue boueuse - incendie

inondation
 tremblement de terre
 épidémie - explosion
 guerre - accident
 mesure gouvernementale radicale
 dévaluation
 inflation
 manifestation insurrectionnelle
 vandalisme
 éruption
 corruption
 coupure de courant
 faillite
 vols et détournements de fonds
 cendre"

source : El Comercio, 5 octobre 1998

Les dynamiques naturelles sont représentées comme l'ennemi d'antan. Le Pérou ne servant plus aussi nettement de bouc émissaire, la « Nature » et les phénomènes physiques violents ont eu cette fonction d'ennemi commun responsable de la situation catastrophique de l'Équateur. Au moment où la paix signée avec le Pérou supprime un

ferment d'unité nationale, la lutte contre les menaces climatiques justifie un combat de tous les Equatoriens. C'est ce qui explique par exemple la déclaration de l'état d'urgence national sur l'ensemble du pays en juillet 1997 dans la perspective d'une année Niño. Cette déclaration apparaissait disproportionnée et précipitée. Habituellement, les pluies corollaires du phénomène de El Niño frappent essentiellement les provinces côtières et le versant occidental des Andes. Au vu des données scientifiques disponibles à l'époque, rien ne prouvait qu'elles puissent toucher les Andes et l'Amazonie. Juridiquement, la Constitution prévoyait pourtant que la déclaration d'urgence pouvait s'effectuer sur tout ou partie du pays. Elle prévoyait également que cette déclaration se fit en situation de crise effective. En juillet 1997, il n'y avait pas encore eu de phénomènes perturbants et il n'y avait que de fortes présomptions sur la survenue d'une année Niño.

Pourtant, le président de la République décida solennellement de déclarer l'état d'urgence sur l'ensemble du pays. Il faut faire une lecture de géopolitique interne pour comprendre cette décision. Le chef d'Etat de l'époque, Fabián Alarcón, était président par intérim avec une faible légitimité : il avait été installé par le Congrès à la suite de la destitution du président Abdalá Bucaram. Fabián Alarcón avait besoin d'affirmer sa stature présidentielle, sa dimension d'homme d'Etat, tout comme il avait besoin de créer un réflexe d'union nationale dans une situation économique et sociale dégradée. La mise en exergue d'un risque Niño lui en donna l'occasion. Le risque était en effet unanimement reconnu depuis l'année Niño de 1983 et cette décision était conforme au principe de précaution dont la notion s'imposait alors progressivement dans la communauté internationale. L'affirmation d'un risque avéré était l'occasion pour Fabián Alarcón d'apparaître comme le chef de tous les Equatoriens alors qu'en fait, par sa décision, il répondait prioritairement aux pressions des acteurs de la Costa dont il dépendait politiquement¹⁵. La déclaration de l'état d'urgence lui donna enfin les moyens juridiques de disposer facilement des budgets, d'organiser l'aide internationale et d'avoir recours aux moyens militaires.

Bien que ce fussent les provinces de la Costa qui étaient prioritairement touchées, cette déclaration nationale donna la possibilité aux provinces de la Sierra de s'afficher comme menacées. C'est ainsi que les responsables quiténiens utilisèrent la représentation d'une menace nationale pour accélérer la mise en place de politiques publiques spécifiques. Confrontées à des crues boueuses fréquentes mais indépendantes du phénomène du Niño, les autorités municipales accélérèrent la mise en chantier d'un

¹⁵ La déclaration de l'état d'urgence a été faite à Guayaquil. Depuis quelques semaines, les planteurs et les élus des provinces côtières demandaient une aide pour se préparer aux conséquences de El Niño. Le Congrès était dominé par le Parti Social Chrétien dont le centre de gravité se trouvait à Guayaquil, autour de son maire León Febres Cordero. Pour plus de précision sur cette utilisation des aléas naturels dans le jeu politique équatorien voir Alexis SIERRA, « Les enjeux géopolitiques de l'institutionnalisation de la gestion du risque « naturel » en Amérique latine », *Outre-Terre*, tome 1, 2008, pp. 361-373.

programme de traitement des versants nord-occidentaux de la ville¹⁶. La perspective des pluies liées au phénomène du Niño servit à justifier ce programme aux yeux de la population, alors que les recherches scientifiques existantes montraient une corrélation nulle entre les deux phénomènes morphoclimatiques. Mieux : la gravité du phénomène sur la *Costa*, devait servir à montrer que la préparation organisée par les autorités à Quito avait permis d'éviter une catastrophe.

La lutte nationale contre un événement climatique, déclinée aux différentes échelles, a ainsi masqué la variété des situations de risque donc des enjeux.

Conclusion : vers de nouvelles représentations du territoire national

Les gouvernements ont ainsi puisé dans les données physiques du territoire matière à légitimer une communauté de destin. La montée en puissance des acteurs issus du mouvement indigéniste et le tournant politique initié avec l'élection de Rafael Correa à la présidence de la République fournissent d'autres manifestations d'utilisation de la géographie physique dans la construction nationale contemporaine qu'il serait intéressant d'approfondir.

L'identité naturaliste, à travers l'exploitation des richesses naturelles, trouve de nouvelles expressions dans la conservation de la biodiversité et la reconnaissance de territoires ancestraux. Encore une fois, l'activité touristique en offre un bon exemple. L'écotourisme est ainsi généralement couplé avec un tourisme « ethnique » qui a tendance à souligner la symbiose des cultures indigènes avec la « nature » : capacité à utiliser des plantes pour une pharmacopée traditionnelle, usage extensif du sol, références philosophiques et religieuses à une *pacha mama* qu'il faut préserver. Les tissus colorés en laine de brebis, de lama ou de vigogne, sont largement reproduits dans les guides touristiques. Les objets et bijoux en baies sauvages ou en ivoire végétal (*tagua*) sont compatibles avec l'image d'une nature préservée. Si ces représentations alimentent un discours folklorisant de la nation contemporaine, la relation à la nature contribue également à renouveler le contrat national. La nouvelle Constitution de la République ratifiée en septembre 2008 porte ainsi une forte ambition environnementale et sociale dont le concept central est celui du *buen vivir* (bien vivre) également inscrit en quechua (*sumak kawsay*). Cette notion traduit l'idée d'harmonie entre la société et son environnement. Elle se traduit notamment par l'interdiction des OGM, la reconnaissance de la diversité culturelle et des différentes origines, le droit à une sécurité sociale universelle, la reconnaissance d'une série de vulnérabilités, pour ne citer que quelques exemples.

¹⁶ Alexis SIERRA, « La division sociale du risque d'origine naturelle à Quito, les boues de Quito, Equateur », *Annales de la Recherche Urbaine*, n°95, 2003, pp. 75-81.

La dimension territoriale à toutes les échelles est particulièrement présente dans la nouvelle loi fondamentale : identification de l'Equateur comme un « territoire de paix » et de diversité culturelle, affirmation d'une souveraineté nationale et de la maîtrise complète du territoire, nouveaux rapports entre le citoyen et son environnement, mise en place de sanctuaires de la biodiversité, réhabilitation de l'espace public (avec inscription d'un droit à la ville), nouvel ordre juridique et symbolique en faveur des communautés indigènes et afro-équatoriennes et de leurs terres « ancestrales », déclinaison à toutes les échelles politico-administratives de nouvelles formes de participation citoyenne, relance de la planification et de l'aménagement du territoire, possibilités de coopérations interprovinciales. Son analyse offrirait un cas d'étude tout à fait stimulant pour les études géopolitiques en montrant une tentative d'établir un nouveau contrat national au sein d'un territoire dont la richesse et la diversité naturelles sont un bien commun à l'ensemble des Equatoriens et exemplaires dans le monde. La proposition faite au sommet de Copenhague de sanctuariser une partie de l'Orient en y empêchant l'exploitation pétrolière en échange d'un fond international entre dans cette logique. Le gouvernement tente de remplacer une rente d'origine naturelle (le pétrole) par une autre (la biodiversité). Deux représentations du territoire se superposent alors : d'un pays pétrolier, l'Equateur devient le pays de la biodiversité comme fondement et développement de la nation.

Il serait alors intéressant d'analyser comment les représentations naturalistes traduisent une nouvelle conception de la nation forgée autour de la diversité par l'articulation du thème de la biodiversité avec celui de communauté plurinationale. Les deux concepts se font en effet écho aussi bien dans la Constitution que dans les discours politiques récents¹⁷.

¹⁷ Le récent découpage régional proposé par le gouvernement qui prévoit des régions latitudinales (et non plus méridiennes) est ainsi contesté par les représentants des régions orientales au nom à la fois de la préservation des communautés indigènes et de la biodiversité forestière.